

Perspectives

N°22/208 – 29 juin 2022

ASIE – Au Sommet des BRICS, la Chine se rêve en leader du Sud

Le jeudi 23 juin, la Chine présidait le 14^e Sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Un rassemblement qui se veut concurrent du G7, qui se tient la même semaine sous présidence allemande. Pour cette édition, la Chine a souhaité élargir le format, en invitant d'autres pays du Sud à les rejoindre le vendredi 24 juin pour un « Dialogue de haut niveau sur le développement global ».

Avec cet élargissement, la Chine souhaite constituer le groupe des « BRICS + », dont elle avait déjà esquissé les contours en 2017, et élargir le dialogue à d'autres pays comme l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Nigéria, le Sénégal et la Thaïlande. Cette coopération Sud-Sud avait pour but principal de gagner en influence et en représentation dans les institutions internationales issues du « système de Bretton Woods », dans lesquelles leur pouvoir et leurs droits de vote ne sont pas toujours alignés avec leur poids économique et démographique. Une position officielle qui se voulait donc au départ plus réformatrice que perturbatrice de l'ordre mondial en vigueur.

Le soutien à la Russie, une nouvelle ligne de fracture

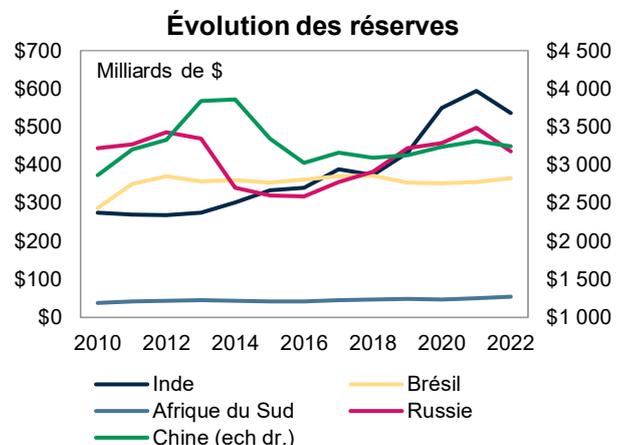
Mais depuis, la guerre en Ukraine est arrivée et le ton « anti-occidental » a été durci. Parmi les BRICS d'origine, trois (Afrique du Sud, Chine, Inde) se sont abstenus lors du vote à l'ONU condamnant l'invasion, un a voté pour (le Brésil) et un contre (la Russie, évidemment).

Les dernières déclarations de l'ancien président Lula, à propos de Zelensky « *Ce type est aussi responsable de la guerre que Poutine* » ; « *Vous êtes un bon artiste, un bon humoriste, mais on ne fait pas la guerre pour que vous fassiez le spectacle* », qui a confirmé son intention de se représenter aux élections présidentielles d'octobre 2022, montrent cependant que la position brésilienne sur le sujet russe pourrait évoluer.

Du côté des autres invités, les positions sont plus ambiguës sur le soutien à la Russie (deux abstentions du Kazakhstan et du Sénégal, les autres ayant voté pour la résolution) et peut-être moins enclines à marquer une rupture avec l'Occident. L'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Inde, l'Indonésie et le Sénégal ont d'ailleurs été invités à participer au G7 allemand, un « en même temps » encore possible qui ne doit cependant pas beaucoup plaire à la Chine.

Au programme du sommet : « sécurité globale » et « dédollarisation du monde »

Les débats sur la place du dollar et les termes employés traduisent bien cette polarisation croissante entre un monde américain et un deuxième bloc, au sein duquel la Chine se voit comme le leader naturel.



Sources : FMI, Crédit Agricole S.A./ECO

Si le constat de la dépendance au dollar est fait depuis longtemps, il a été ravivé par la guerre et le gel d'une partie des réserves accumulées par la Russie ces dix dernières années. Or, l'ensemble des BRICS (à l'exception de l'Afrique du Sud) – et en particulier la Chine – est à la tête d'un trésor, constitué en grande partie en dollars.

L'intégration du yuan au panier des monnaies composant les Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI en 2016, ainsi que la multiplication des lignes de *swap* entre la banque centrale chinoise et les banques de nombreux pays émergents n'ont pas conduit à une progression rapide du yuan, dont la non-convertibilité freine encore le développement. La part du yuan dans les réserves mondiales se situe autour de 2,5%, en-dessous de sa part dans le panier des DTS (12,3% à compter d'octobre 2022).

Dans ce monde encore ultra-dominé par le dollar, la question pour les BRICS se pose donc autant en matière de sanctions directes (comment se prémunir contre un gel des avoirs en dollars en cas de conflit ou de montée des tensions avec les États-Unis) qu'indirectes (comment commercer avec un pays « ami » qui tomberait sous la coupe de sanctions américaines, comme c'est le cas aujourd'hui avec la Russie, et ne pas être visé par des sanctions secondaires américaines).

Il n'est ainsi pas étonnant de voir que, ces derniers mois, les exportations de pétrole de la Russie vers la Chine et l'Inde se sont largement accélérées. L'objectif final serait de se passer du dollar et de SWIFT pour les échanges entre BRICS.

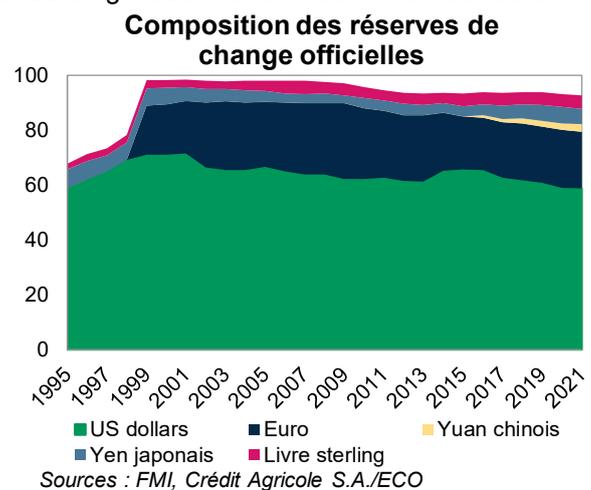
La coopération économique Sud-Sud, une réalité ayant du mal à prendre corps

Au-delà du symbole, c'est aussi l'efficacité économique – et le gain en croissance – qui est recherché dans cette coopération. En regardant la structure des échanges entre BRICS, un premier constat : leur asymétrie. Si la Chine s'est imposée comme le premier partenaire des BRICS, l'inverse n'est pas encore vérifié. L'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde et la Russie restent ainsi des partenaires marginaux pour la Chine, qui a de surcroît avec eux une relation fournisseur peu diversifiée, centrée autour d'une ou deux matières premières (or et fer pour l'Afrique du Sud, soja et fer pour le Brésil, pétrole pour la Russie).

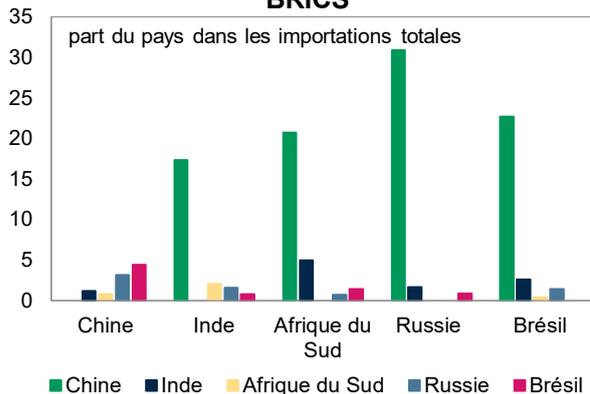
Or, le projet chinois de « circulation duale », qui vise à réduire au strict nécessaire (= ce qu'on ne peut pas fabriquer en Chine pour des raisons naturelles) les importations, ne va pas dans le sens d'un rééquilibrage des relations.

Cette asymétrie se retrouve aussi dans la sphère financière. Si la Chine avait plaidé pour la création de nouvelles institutions internationales, afin de répondre aux gigantesques besoins en infrastructures des BRICS, ces institutions ont en réalité surtout servi les intérêts chinois en donnant un vernis multilatéral à certains projets des « routes de la soie ».

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, ou la Nouvelle banque de développement, des banques pilotées depuis leur siège officiel de Pékin (AIIB) ou Shanghai (NDB) qui se voulaient les concurrentes plus rapides, plus efficaces de la Banque mondiale ou de la Banque asiatique de développement, ont pour l'instant échoué à rivaliser en termes d'approbation et de décaissements, laissant finalement le gros du financement chinois continuer à passer par les banques étatiques (EXIM et CDC) pour alimenter ces « routes de la soie ».

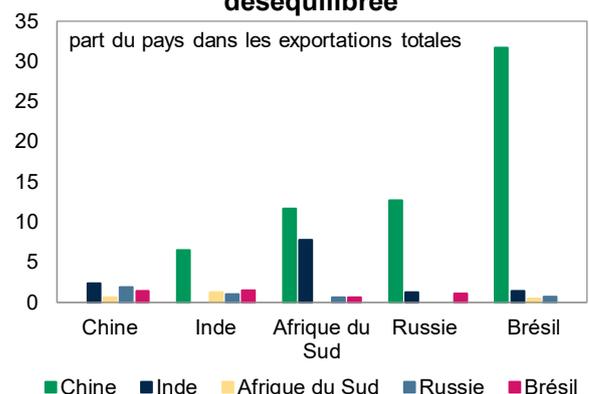


La Chine, premier fournisseur des BRICS



Sources : Uncomtrade, Crédit Agricole S.A./ECO

Chine-autres BRICS : une relation déséquilibrée



Sources : Uncomtrade, Crédit Agricole S.A./ECO

✓ **Notre opinion** – En plein conflit, le côté « Business as usual » du Sommet des BRICS frappe : peu de dirigeants oseraient un affichage avec Vladimir Poutine comme s'apprête à le faire Xi Jinping, même si l'aspect virtuel du Sommet rend la symbolique moins forte. Un signe supplémentaire que la « neutralité » chinoise ne trompe personne. Au-delà du symbole, c'est le positionnement chinois – qui entend « contrebalancer la tendance des pays occidentaux à former des petites cliques avec le G7 » (Global Times) – qui semble entériner une rupture de plus en plus consommée avec cet Occident décrié. À charge cependant pour Pékin de proposer une alternative plus équilibrée à ses homologues du Sud, un pacte stratégique dans lequel les pays seraient considérés comme de vrais partenaires et non pas juste des débouchés pour les surcapacités financières et commerciales chinoises. Un rééquilibrage que l'Occident n'a, de toute évidence, pas réussi à accomplir, mais pour lequel le modèle chinois n'a pour l'instant pas non plus convaincu.

Article publié le 24 juin 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
27/06/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/06/2022	<u>En Inde, le conflit révèle des faiblesses structurelles</u>	Inde
22/06/2022	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agriculture, agroalimentaire
22/06/2022	<u>Égypte – La baisse des réserves en devises se poursuit, le change reste donc fragile</u>	MENA
22/06/2022	<u>Serbie : des dynamiques économiques et politiques contraintes par le contexte de guerre</u>	PECO
20/06/2022	<u>Parole de banques centrales – La BoE resserre doucement mais sûrement</u>	Royaume-Uni
20/06/2022	<u>Parole de banques centrales – La Fed augmente ses taux de 75 points de base et entend passer en territoire « légèrement » restrictif d'ici fin 2022</u>	Monde
17/06/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
16/06/2022	<u>Hausse des tensions entre l'Espagne et l'Algérie</u>	Espagne
15/06/2022	<u>Chine – Les paradoxes d'une économie sous cloche</u>	Asie
14/06/2022	<u>Royaume-Uni – Boris Johnson sauve son poste, mais demeure fragilisé</u>	Royaume-Uni
13/06/2022	<u>Parole de banques centrales – BCE : normaliser en des temps anormaux et gérer une inflation ingérable, une tâche ardue</u>	Union européenne
10/06/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
09/06/2022	<u>Union européenne : après le pétrole, le gaz ? Comment faire face ?</u>	Union européenne
08/06/2022	<u>Zone euro – L'activité résiste bien en dépit de l'inflation !</u>	Zone euro
07/06/2022	<u>Colombie – Surprise politique, croissance et inflation résistantes</u>	Amérique latine
03/06/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
03/06/2022	<u>Et du côté de la bataille des idées ? Qui gagnera la guerre mondiale ?</u>	Monde
30/05/2022	<u>Allemagne – Conjoncture : PIB au T1-2022</u>	Europe
25/05/2022	<u>Centrafrique – L'adoption du Bitcoin, une décision qui interroge</u>	Afrique sub-saharienne
24/05/2022	<u>Asie – Chine, Hong Kong : le coût du zéro Covid</u>	Asie

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.